

des familles détentrices des terres coutumières limitrophes pris à titre de témoins et les personnes requises en qualité de sachants.

Article 14 : La reconnaissance des terres coutumières est prononcée par arrêté du ministre chargé des affaires foncières. Cet arrêté, assorti d'un plan cadastral des terres coutumières, consacre leur origine coutumière, détermine leurs détenteurs et vaut autorisation d'immatriculation obligatoire de ces terres, sans préjudice des documents de planification, notamment le plan de développement et d'aménagement, les plans d'affectation des terres et les plans d'urbanisme.

Article 15 : Les frais de fonctionnement de la commission nationale de reconnaissance des terres coutumières sont à la charge du budget de l'Etat.

TITRE III : DISPOSITIONS TRANSITOIRES, DIVERSES ET FINALES

Article 16 : Les procédures de constatation et de reconnaissance des droits fonciers coutumiers en cours postérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent décret sont reprises, et exécutées conformément à la procédure de reconnaissance des terres coutumières.

Article 17 : Les fonctions de membres de la commission nationale de reconnaissance des terres coutumières sont gratuites.

Article 18 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 2006-255 du 28 juin 2006 portant institution, composition et fonctionnement d'un organe ad hoc de reconnaissance des droits fonciers coutumiers et le décret n° 2006-256 du 28 juin 2004 portant institution, attributions, composition et fonctionnement d'un organe ad hoc de constatation des droits fonciers coutumiers, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 26 décembre 2018

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA

Le ministre des affaires foncières et du domaine public, chargé des relations avec le Parlement,

Pierre MABIALA

Le ministre d'Etat, ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche,

Henri DJOMBO

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

Raymond Zéphirin MBOULOU

Le ministre des mines et de la géologie,

Pierre OBA

Le ministre de l'aménagement, de l'équipement du territoire, des grands travaux,

Jean Jacques BOUYA

Le ministre de la défense nationale,

Charles Richard MONDJO

Le ministre des finances et du budget,

Calixte NGANONGO

Le ministre de la justice et des droits humains et de la promotion des peuples autochtones,

Aimé Ange Wilfrid BININGA

Le ministre de la construction, de l'urbanisme et de l'habitat,

Josué Rodrigue NGOUONIMBA

La ministre de l'économie forestière,

Rosalie MATONDO

La ministre du tourisme et de l'environnement,

Arlette SOUDAN-NONAUT

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

Décret n° 2018-482 du 26 décembre 2018

fixant les modalités de sélection des membres ayant voix délibérative au sein du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n° 26-2018 du 7 août 2018 déterminant l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap ;

Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

En Conseil des ministres,

Décrète :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Le présent décret fixe, en application de l'article 3 de la loi organique déterminant l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap, les modalités

de sélection des représentants des associations et des individualités ayant voix délibérative au sein du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap.

Article 2 : Le Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap, qui se réunit sur convocation du Président de la République, est un organe consultatif chargé d'émettre des avis sur la condition de la personne vivant avec handicap et de faire au Gouvernement, des suggestions visant une meilleure prise en charge de la personne vivant avec handicap.

Article 3 : Les membres ayant voix délibérative au Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap sont des représentants des associations des personnes vivant avec handicap aux niveaux central et départemental et des individualités vivant avec handicap et/ou oeuvrant en faveur des personnes vivant avec handicap.

Ce sont :

- les représentants des associations des personnes handicapées motrices ;
- les représentants des associations des aveugles et déficients visuels ;
- les représentants des associations des sourds et déficients auditifs ;
- les représentants des associations des personnes atteintes d'albinisme ;
- les représentants des associations des femmes vivant avec handicap ;
- les représentants des associations des parents des déficients intellectuels ;
- les représentants des associations ou organismes oeuvrant dans le domaine du handicap ;
- les représentants des individualités vivant avec handicap et/ou oeuvrant en faveur des personnes vivant avec handicap ;
- le représentant résident des associations ou organismes des personnes vivant avec handicap par département.

Article 4 : Nul ne peut être membre ayant voix délibérative du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap s'il ne remplit les conditions suivantes :

- être de nationalité congolaise ;
- être âgé de 18 ans au moins ;
- jouir de ses droits civiques.

Article 5 : Est incompatible avec la qualité de membre ayant voix délibérative du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap, l'exercice d'un haut emploi ou d'une haute fonction au niveau des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, des collectivités locales et des autres institutions et organes constitutionnels.

Article 6 : La sélection des membres ayant voix délibérative du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap est organisée selon les modalités fixées par le présent décret.

TITRE II : DES MODALITES DE SELECTION

Chapitre 1 : De l'éligibilité

Section 1 : Des membres ayant voix délibérative par type de handicap

Article 7 : Ne sont autorisées à désigner les membres ayant voix délibérative que les associations des personnes vivant avec handicap qui remplissent les conditions suivantes, par type de handicap :

- posséder un récépissé de déclaration d'association ;
- justifier d'une existence effective d'au moins cinq ans ;
- comprendre au moins cinquante personnes vivant avec le handicap concerné ou parents des déficients intellectuels ;
- avoir déjà accompli des actions au profit des personnes vivant avec le handicap considéré durant leur existence ;
- disposer de rapports écrits des deux dernières années de fonctionnement.

Article 8 : Les membres ayant voix délibérative au Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap, sont choisis par vote à bulletin secret, par les délégués des associations autorisées, réunis en assemblée générale.

Section 2 : Des représentantes des associations des femmes vivant avec handicap

Article 9 : Ne sont autorisées à désigner les représentantes des associations des femmes vivant avec handicap que celles qui remplissent les conditions suivantes :

- posséder un récépissé de déclaration d'association ;
- justifier d'une existence effective d'au moins cinq ans ;
- comprendre au moins vingt-cinq (25) femmes vivant avec handicap ou parents des déficients intellectuels ;
- avoir déjà accompli des actions au profit des femmes vivant avec le handicap considéré durant leur existence ;
- disposer de rapports écrits des deux dernières années de fonctionnement.

Article 10 : Les représentantes des associations des femmes vivant avec handicap ayant voix délibérative au Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap sont choisies par vote à bulletin secret, par les déléguées des associations autorisées, réunies en assemblée générale.

Section 3 : Des représentants des associations ou organismes oeuvrant dans le domaine du handicap

Article 11 : Ne sont autorisés à désigner les représentants des associations ou organismes oeuvrant dans

le domaine du handicap que les associations ou organismes qui remplissent les critères ci-après :

- posséder un récépissé de déclaration d'association ;
- avoir un siège social apparent sur le territoire national ;
- œuvrer dans le domaine des droits des personnes vivant avec handicap et dont l'activité principale n'est pas à but lucratif ;
- justifier d'une existence effective d'au moins cinq ans ;
- justifier d'une gestion financière formalisée et régulière en présentant un compte bancaire;
- avoir déjà accompli des activités au profit des personnes vivant avec handicap durant leur existence.

Article 12 : Les représentants des associations ou organismes œuvrant en faveur des personnes vivant avec handicap, sont choisis par vote à bulletin secret, par les délégués des associations ou organismes autorisés, réunis en assemblée générale.

Section 4 : Des individualités vivant avec handicap et/ou œuvrant en faveur des personnes vivant avec handicap

Article 13 : Les individualités vivant avec handicap et/ou œuvrant en faveur des personnes vivant avec handicap sont nommées par le Président de la République, sur proposition du ministre chargé des personnes vivant avec handicap.

Elles sont choisies en raison de leur engagement remarquable pour la cause des personnes vivant avec handicap et/ou leur notoriété en la matière.

Section 5 : Des représentants des associations ou organismes des personnes vivant avec handicap dans les départements

Article 14 : Ne sont autorisés à désigner les représentants des associations ou organismes des personnes vivant avec handicap dans les départements que les associations ou organismes des personnes vivant avec handicap qui remplissent les critères ci-après :

- posséder un récépissé de déclaration d'association ;
- justifier d'une existence effective d'au moins cinq ans ;
- compter au moins dix (10) membres résidant dans le département ;
- avoir déjà accompli des actions au profit des personnes vivant avec handicap durant leur existence ;
- disposer de rapports écrits des deux dernières années de fonctionnement.

Articles 15 : Le représentant des associations ou organismes des personnes vivant avec handicap de chaque département est choisi, parmi leurs délégués, à l'issue d'un vote à bulletin secret, par l'assemblée générale des associations ou organismes des personnes vivant avec handicap autorisés.

Chapitre 2 : De la candidature

Article 16 : Tout candidat au poste de membre ayant voix délibérative du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap doit fournir un dossier comprenant les pièces suivantes :

- un curriculum vitae certifié sur l'honneur ;
- une copie conforme de l'acte de naissance ;
- un certificat de nationalité ;
- un casier judiciaire ;
- quatre cartes de photographie d'identité.

Article 17 : Chaque association ne peut proposer des candidats à plus de la moitié des postes de membre du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap dans sa catégorie.

Article 18 : La déclaration de candidature au poste de membre du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap est faite en deux (2) exemplaires déposés au secrétariat exécutif permanent dudit Conseil qui en transmet un au ministère en charge des personnes vivant avec handicap.

Il est délivré au candidat un récépissé attestant la déclaration de candidature.

Article 19 : Les dossiers de candidature doivent comprendre, sous peine d'irrecevabilité, en sus des pièces citées à l'article 16 du présent décret, le procès-verbal de l'assemblée des membres ayant choisi le candidat, ainsi que la liste nominative des membres présents.

Article 20 : Le dépôt des dossiers de candidature se fait trois mois avant la tenue de la session inaugurale de l'assemblée générale du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap.

TITRE III : DES QUOTAS DE REPRESENTATIVITE

Article 21 : Les quotas de représentativité des membres ayant voix délibérative du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap sont repartis ainsi qu'il suit :

- huit représentants des associations des personnes handicapées motrices ;
- huit représentants des associations des aveugles et déficients visuels ;
- huit représentants des associations des sourds et déficients auditifs ;
- huit représentants des associations des personnes atteintes d'albinisme ;
- huit représentants des associations des femmes vivant avec handicap ;
- huit représentants des associations des parents de déficients intellectuels ;
- cinq représentants des associations ou organismes œuvrant dans le domaine du handicap ;
- deux individualités vivant handicap et/ou œuvrant en faveur des personnes avec handicap ;
- un représentant résident des associations ou organismes des personnes vivant avec handicap dans chaque département.

La présence d'au moins trois femmes est obligatoire dans les associations exclusives des personnes vivant avec handicap.

Le nombre total des membres ayant voix délibérative du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap est de soixante-sept (67).

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 22 : Le secrétariat exécutif permanent du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap et le ministère en charge des personnes vivant avec handicap sont chargés d'organiser la tenue des assemblées de désignation des représentants des associations des personnes vivant avec handicap aux niveaux national et départemental.

Article 23 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 26 décembre 2018

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA

Le ministre des affaires sociales
et de l'action humanitaire,

Antoinette DINGA-DZONDO

Le ministre des finances et du budget,

Calixte NGANONGO

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

Raymond Zéphirin MBOULOU

Décret n° 2018-483 du 26 décembre 2018
fixant le taux et les conditions d'attribution de l'indemnité de session du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n° 26-2018 du 7 août 2018 déterminant l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap ;

Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

En Conseil des ministres,

Décète :

Article premier : Le montant de l'indemnité de session au Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap est fixé à trois cent mille (300 000) francs CFA.

Article 2 : L'indemnité de session au Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap est versée au membre ayant dûment pris part aux assises de l'assemblée générale.

Article 3 : La dépense relative au règlement des indemnités de session des membres du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap est imputable au budget de l'Etat.

Article 4 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 26 décembre 2018

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA

La ministre des affaires sociales
et de l'action humanitaire,

Antoinette DINGA-DZONDO

Le ministre des finances et du budget,

Calixte NGANONGO

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

Raymond Zéphirin MBOULOU

B - TEXTES PARTICULIERS

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

NOMINATION

Décret n° 2018-493 du 28 décembre 2018.
Sont nommés à titre définitif pour compter du 1^{er} janvier 2019 (1^{er} trimestre 2019).

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

Pour le grade de : Colonel de police

I - CAB-MID
CABINET
Police générale

Lieutenants-colonels de police :

-	OBA (Aimé Magloire Desiré)	MID
-	DZO (Jean Lucien Romuald)	MID